

Fiscalité des entreprises : la France est-elle « plombée » ?

Le Premier Ministre a annoncé une baisse prochaine de la fiscalité des entreprises, arguant du fait qu'en matière d'imposition des sociétés, la France se situait 6 points au-dessus de la moyenne de la zone euro. Au-delà, l'objectif serait de baisser du même coup le niveau global de prélèvements obligatoires.

En situant les « 6 points » au-dessus de la moyenne européenne, le Premier Ministre pointe le taux nominal d'imposition des sociétés (33,3 % en France). Or, évoquer ce taux ne signifie rien en soi, encore faut-il prendre en compte la réalité de l'assiette de l'impôt sur les sociétés (IS), en réalité plus étroite en France que dans les pays pris traditionnellement en comparaison. En effet, les règles déterminant le bénéfice fiscal effectivement imposable à l'IS diffèrent selon les pays. Il faut donc éviter de comparer les seuls taux nominaux.

Deux autres indicateurs sont instructifs et montrent une toute autre réalité : le poids de la fiscalité des entreprises ramené au produit intérieur brut (PIB) et le taux effectif moyen d'imposition.

<i>Imposition des entreprises en % du PIB</i>	
Belgique	3,4
Danemark	2,9
France	2,5
Allemagne	1,3
Italie	2,9
Luxembourg	7,9
Pays Bas	2,9
Royaume Uni	2,8
UE 15	3,2

(Source : OCDE, statistiques de recettes publiques, édition 2005, année de référence 2003).

<i>Taux effectif moyen d'imposition des sociétés en 2002</i>	Taux nominal IS en 2002	Taux effectif moyen
France	35,43	29
Espagne	35	29
Italie	36	31
Royaume Uni	30	26

(Source : rapport du Conseil d'analyse économique, Croissance équitable et concurrence fiscale, La Documentation française, 2005).

En outre, en l'absence d'harmonisation fiscale en Europe notamment, de nombreuses entreprises parviennent à s'organiser pour réduire leur niveau global d'imposition. On le voit, la présentation n'est pas neutre et les comparaisons changent de nature selon les indicateurs que l'on souhaite privilégier.

Mais au-delà de cette approche technique, il faut surtout préciser que la France finance par ses ressources publiques un grand nombre de biens publics (infrastructures, système éducatif...) favorables à l'activité économique et à la cohésion sociale. De ce fait, la France peut supporter un niveau d'imposition supérieur de 6 points au moins à la moyenne européenne (voir le rapport du Conseil d'analyse économique de 2005 consacré à la concurrence fiscale). Curieusement, cela n'est jamais précisé...

On le voit, s'agissant d'un véritable choix de société, le débat sur la fiscalité mériterait de sortir du simplisme ambiant où l'idée fausse le dispute à l'idée reçue. Le veut-on vraiment ? Telle est la question...